Politique sur l'accès aux personnes handicapées

Le Département judiciaire de l'État du Maine ne tolère aucune forme de discrimination à l'encontre des personnes handicapées. La discrimination à l'encontre des personnes handicapées constitue une violation des droits civils individuels, entrave l'intégrité du système judiciaire et du lieu de travail, et affecte de manière négative l'administration équitable de la justice. En outre, la participation à un jury constitue un droit et une responsabilité de l'ensemble des citoyens.

Le Département judiciaire de l'État du Maine A LA POLITIQUE SUIVANTE :

- Les programmes, services et infrastructures du système judiciaire sont entièrement accessibles aux personnes handicapées, tel qu'il est stipulé par l'équité et la justice, ainsi que par la loi sur le handicap « Americans with Disabilities », la loi sur la réhabilitation « Rehabilitation Act » de 1973 et la loi « Maine Human Rights Act » ;
- Tous les employés du système judiciaire s'engagent à fournir un service rapide, poli et égal à toutes les personnes, y compris aux personnes handicapées, et à signaler tout acte de discrimination à l'encontre de personnes sur la base de leur handicap ;
- L'opportunité de participer à un jury ne peut être refusée ou limitée sur la base d'un handicap ;
- Les plaintes de discrimination sur la base d'un handicap sont traitées dans les plus brefs délais et tous les efforts sont mis en œuvre pour résoudre les litiges aussi rapidement que possible ;
- Les personnes handicapées ne sont pas soumises à la discrimination basée sur le handicap dans le cadre des procédures de recrutement, d'embauche, de promotion ou de démission d'employés de leurs fonctions, de formations, de rémunération, ou de tout autre terme, condition et avantage ; et
- Tous les employés du département judiciaire reçoivent une formation destinée à leur permettre de respecter les responsabilités stipulées par la présente politique et à leur permettre de garantir leur sensibilité aux besoins des personnes handicapées.

Afin de développer ces politiques, le Département judiciaire s'engage à appliquer les dispositions suivantes :

I. ACCÈS PHYSIQUE AUX SALLES D'AUDIENCE Le Département judiciaire de l'État du Maine accepte l'obligation de fournir un accès physique intégral aux salles d'audience et d'identifier les zones prioritaires suivantes relatives à la fourniture de cet accès au cours de la période intermédiaire préalable à l'accès intégral :

- Voies d'entrée, entrées et places de stationnement.
- Bureaux de greffiers équipés de comptoirs de service public.
- Salles d'audience.
- Espace réservé à la délibération du jury.
- Toilettes.

II. AMÉNAGEMENTS ET AIDES ET SERVICES AUXILIAIRES Le Département judiciaire accepte l'obligation de réaliser les aménagements appropriés et de fournir une aide et des services auxiliaires afin d'assurer une communication et une participation efficaces des personnes handicapées en contact avec le système judiciaire. Le développement et l'obtention rapide des aides et services nécessaires constituent la priorité du département judiciaire, jusqu'à ce que les aides et services auxiliaires adaptés soient disponibles au sein de chaque tribunal. Entretemps, tous les efforts raisonnables seront mis en œuvre pour fournir des aménagements et des aides et services auxiliaires afin de garantir une communication et une participation efficaces des personnes handicapées au système judiciaire. Les salles d'audience seront réaménagées gratuitement pour les personnes handicapées. Dans la plupart des cas, la présentation d'une preuve du handicap n'est pas nécessaire. Des exemples d'aménagements incluent les éléments suivants :

- Interprètes qualifiés en langue des signes ;
- Services de transcription en temps réel (CART) ;
- Appareils d'écoute pour handicapés ;
- Fourniture de documents juridiques en gros caractères et en Braille ;
- Cassettes audio, matériel d'enregistrement et disquettes ;
- TTY et téléphones amplifiés ;
- Dispositions prises pour garantir l'autorisation des chiens guides d'aveugles à rester auprès de leur maître à tout moment.

Le département judiciaire est également susceptible de fournir d'autres aménagements nécessaires pour permettre à une personne handicapée de participer pleinement ou d'observer les activités du tribunal.

I. RESSOURCES FINANCIÈRES Le Département judiciaire s'engage à

trouver les ressources financières nécessaires et à s'engager à l'éradication des barrières existantes pour les personnes handicapées.

II. PROCÉDURE GÉNÉRALE DE DEMANDE D'AMÉNAGEMENT

1. Les aménagements seront disponibles et il ne sera pas nécessaire d'en faire la demande au préalable. En cas de nécessité de faire une demande, il convient de suivre la procédure suivante :
2. Les demandes d'aménagement doivent être adressées au greffier du tribunal où le procès aura lieu.
3. Toutes les demandes doivent décrire les aménagements souhaités, et, le cas échéant, les motifs de la demande.
4. Tout refus d'aménagement de la part d'un juge ou d'un officier judiciaire dûment autorisé sera accompagné d'une déclaration écrite stipulant les motifs du refus.

III. PARTICIPATION DE PERSONNES HANDICAPÉES À UN JURY

1. Le juge ou tout autre membre du personnel du tribunal s'engage à réaliser les aménagements nécessaires afin d'accueillir les membres du jury handicapés, afin de garantir une communication et une participation efficaces à chaque étape de la citation, de l'orientation, de l'instruction et de la procédure de délibération du jury.
2. Les personnes éligibles citées à comparaître en tant que membre du jury peuvent être excusées sur la base de leur handicap, uniquement dans le cas où elles présentent une incapacité à remplir leur mission en tant que membre du jury sans l'aménagement nécessaire.

IV. OBLIGATIONS DES AVOCATS Les avocats doivent notifier le tribunal immédiatement de la participation d'une personne handicapé à un procès et doivent faire une demande d'aménagement auprès du Tribunal.

V. PROCÉDURE DE RÉGLEMENT DES LITIGES Le Département judiciaire doit développer des procédures écrites dont une procédure de règlements des litiges afin d'appliquer la politique stipulée ci-dessus.

1. Une copie de la notification au tribunal de la procédure de conformité et de règlement des griefs est disponible auprès de chaque bureau de greffier et fournie à chaque individu.
2. Le Tribunal s'efforce de mettre tout en œuvre pour résoudre les litiges afin que la personne handicapée obtienne satisfaction.

VI. Aucun éléments de la présente police ne doit être interprété comme imposant des limitations ou invalidant les recours, droits et procédures autorisées aux personnes handicapées, conformément à la loi fédérale, d'état ou locale.

Date de vigueur 5/5/00